

Les Institutions Financières Internationales – IFI

FMI, BM, OMC, G5, 7, 8, 10, 24, 77, OCDE, etc. = gendarmes mondiaux de l'économie avec leurs affidés dictateurs locaux.

⇒ destruction agriculture paysanne locale, escalade de la pauvreté et inégalités,

⇒ Immigration, tri des autorisés à immigrer, dépeçage des pays / sans-papiers, expulsion, mort.

Les premières (FMI et Banque mondiale) sont créées en 1944 par les accords de Bretton Woods pour rebâtir un nouvel ordre économique international stable et mettre en place le contrôle des changes. Rôle de régulation entre Etats. Etablir une normalisation des critères de production de la valeur.

En juillet 44 : FMI – Fonds monétaire International

Composition : de 45 pays à 185 aujourd'hui.

Missions : à la fin de Bretton Woods (1971), le FMI est maintenu et se révèle petit à petit le gendarme et le pompier du capitalisme mondialisé : gendarme lorsqu'il impose ses programmes d'ajustement structurels, pompier lorsqu'il intervient financièrement pour renflouer des Etats touchés par une crise financière. Il promeut la coopération monétaire internationale, facilite l'expansion et l'accroissement du commerce international (haut niveau d'emploi et de revenus réels), promeut la stabilité des changes, donne confiance aux états membres (par la mise à disposition de fonds contre garantie).

Aujourd'hui = accorder des prêts aux pays « *qui ont des difficultés de balance de paiements (stabiliser leur monnaie, reconstituer leurs réserves, régler leurs importations et permettre une croissance forte et durable)* » sous condition qu'ils réforment leur façon de faire économique, sociale, etc.

Fonctionnement : 1 pays = 1 gouverneur, tous regroupés dans le conseil des gouverneurs (siège 1 x / an). Décide de l'admission de nouveaux pays et prépare le budget.

Droit de vote inégalitaire sur la base d'1 \$ = 1 voix.

USA = 17,11 % - Japon = 6,14 % - Allemagne = 6 % - France = 4,95 % - UK = 4,95 % - AS = 3,23 % - Chine = 2,94 % - Russie = 2,75 %.

Règle de majorité à 85 %, donc la minorité de blocage est de 15 %...

Gestion quotidienne : Conseil d'administration de 24 membres répartis pour 8 pays / 1 siège chacun : USA, Japon, Allemagne, France, UK, Arabie Saoudite, Chine et Russie, puis pour les 16 sièges restant par groupe de pays. Quasi que des hommes, se réunit 3 x / semaine. Présidé par 1 DG (=N°1) pour 5 ans (tacitement un Européen et le N°2 = Américain).

Finances : depuis 1969, FMI a son unité de compte : droit de tirage spécial (DTS) qui règle ses activités financières avec les membres. Chaque entrant paie un droit d'entrée (action) selon l'importance éco et géopolitique du pays (25 % en DTS / or avant 1978 – 75 % en monnaie locale).

Aujourd'hui, le rôle du DTS se limite à celui d'un avoir de réserve parmi d'autres et il sert principalement d'unité de compte au FMI et à certains autres organismes internationaux. Le DTS n'est pas une monnaie, et il ne constitue pas non plus une créance sur le FMI. Il représente en revanche une créance virtuelle sur les monnaies librement utilisables des pays membres du FMI.

Le FMI alloue des DTS aux pays membres en proportion de leurs quotes-parts respectives. Ces allocations fournissent à chaque pays membre des avoirs sans frais sur lesquels des intérêts ne sont ni dus ni versés. Toutefois, si les avoirs en DTS détenus par un pays membre dépassent son allocation, cet excédent est porteur d'intérêts ; à l'inverse, s'il détient un montant de DTS inférieur à son allocation, il verse des intérêts sur la différence.

Le FMI a beaucoup d'or = + 95 milliards \$ en 2008, l'un des plus gros détenteurs officiels d'or au monde. Toutefois, les statuts de l'institution imposent des limites très strictes à l'utilisation de cet or. Cette réserve provient de l'origine, quand l'or était l'élément central comme garantie du système monétaire (parité fixe des monnaies).

Le FMI reçoit ses ressources de ses pays membres, essentiellement par le biais du paiement de leurs quotes-parts, dont le montant dépend généralement de la taille respective de leur économie. Le montant total des quotes-parts (= 338 milliards de dollars EU au 28/9/07) est le facteur le plus important qui détermine la capacité de prêt du FMI (ressources utilisables au 28/9/07 = 256 milliards de dollars EU).

Cotisations = sommes prêtées si et seulement si des Plans d'Ajustement Structurel sont mis en place. Le FMI ne peut utiliser que ses avoirs, financés par les quotes-parts, en monnaies des pays financièrement solides pour financer ses opérations de prêts. Le Conseil d'administration sélectionne ces monnaies tous les trois mois (celles des pays industrialisés, mais des pays en développement tels que le Botswana, la Chine et l'Inde ont également figuré sur la liste).

Le montant dont le FMI dispose pour effectuer de nouveaux prêts (non concessionnels) est déterminé par sa capacité d'engagement sur les douze mois à venir. À la fin septembre 2007, la capacité d'engagement à un an du FMI se chiffrait à 198 milliards de dollars EU.

Les dépenses annuelles de fonctionnement du FMI sont principalement financées par la différence entre les recettes d'intérêts (sur l'encours des prêts) et les versements d'intérêts (sur les « dépôts » de quotes-parts).

Autres chiffres

- Services du FMI : 2.635 employés environ, originaires de 143 pays
- Encours des prêts : 17 milliards de dollars EU à 68 pays, dont 6 milliards de dollars EU à des conditions concessionnelles à 57 pays (au 28/9/2007)
- Déficit en 2007 (car moins de prêts, moins d'intérêts) = 110 millions dollars EU (budget de 11 milliards de dollars)

En décembre : BIRD – Banque internationale pour la reconstruction et le développement, initialement de l'Europe après la seconde guerre mondiale, puis des PED.

La BIRD fait partie de la BM avec l'AID (association internationale de développement – 1960). Groupe BM : BIRD + AID + SFI (société financière internationale - 1956 pour financer le secteur privé des PED) + AMGI (Agence multilatérale de garantie des investissements – 1988 pour favoriser l'investissement dans les PED).

Composition : 185 pays aujourd'hui.

Missions : aujourd'hui, financer le développement des pays du Tiers Monde et des ex-pays dits socialistes, en finançant des projets sectoriels d'initiative privés le + souvent, parfois publics (infrastructures).

Fonctionnement : 1 pays = 1 gouverneur, tous regroupés dans le conseil des gouverneurs (siège 1 x / an). Fixe les grandes orientations.

Droit de vote inégalitaire sur la base d'1 \$ = 1 voix. USA = 16,45 % - Japon = 7,89 % - Allemagne = 4,51 % - France = 4,32 % - UK = 4,32 % - AS = 2,79 % - Chine = 2,79 % - Russie = 2,79 %.

Règle de majorité à 85 %, donc la minorité de blocage est de 15 %...

Gestion quotidienne : CA de 24 membres. 8 pays : USA, Japon, Allemagne, France, UK, Arabie Saoudite, Chine et Russie. 16 par groupe de pays ⇒ 1 Président pour 5 ans (tacitement un USA).

La Banque mondiale possède un capital apporté par les pays membres et emprunte sur les marchés internationaux des capitaux. Sommes prêtées = sommes procurées sur le marché financier (taux avantageux), de + en + si et seulement si des Plans d'Ajustement Structurel sont mis en place (action commune avec le FMI). Prêt sur des projets d'initiative privée accès eau / électricité au lieu d'aider à la construction de réseaux publics.

Bénéfice = 1,5 milliard \$ / an.

Le FMI et la Banque mondiale sont des institutions jumelles qui font partie du système des Nations Unies. Elles partagent un même but : relever le niveau de vie des pays membres. Leurs approches à cet égard sont complémentaires : le FMI cherche à assurer la stabilité du système financier international et la Banque mondiale se consacre au développement économique à long terme et à la lutte contre la pauvreté. Leur action a été plutôt perverse dans la mesure où elle a conduit à la re-colonisation de ces pays par la dette... La mission de ces 2 institutions principales, après 1980-1982 (crise de la dette) est d'imposer une discipline stricte aux pays endettés + rétablir l'équilibre financier des états en difficulté. Outils : plan (ouverture de l'économie pour y attirer les capitaux) et projet (infrastructures) d'ajustement structurel.

« La dette », pièce de théâtre en 3 actes - drame mondial

Quatre acteurs de la dette : les banques du Nord, les gouvernements du Nord et leurs firmes transnationales, la BM et les gouvernements du Sud.

Les IFI deviennent les acteurs principaux de la mondialisation actuelle (1^{ers} financeurs des PED) en travaillant à l'intégration des PED au marché mondial et aux intérêts des multinationales du Nord, au détriment des populations et des économies du Sud.

⇒ Pauvreté, - de développement humain.

Quelques conditions ayant accompagné les prêts, mesures de choc (= faillite de PME, banques nationales, + pauvreté = abandon des subventions aux produits et services de 1^{ère} nécessité (pain, riz, sucre, combustible...))

Ex. : poulet au Mali

= réduction drastique des dépenses publiques pour atteindre l'équilibre budgétaire (coupe claire dans les budgets dits non productifs tels éducation, santé, logement, infrastructures publiques...)

Ex. : éducation au Zambie

= dévaluation de la monnaie locale (produits locaux exportés moins chers, donc – de ressources)

= taux d'intérêts élevés (pour attirer les capitaux) = spéculation

Autres mesures

= développement des exportations au détriment des cultures nourricières pour l'alimentation des populations (monoculture et dépendance : Bénin 84 % coton, Ouganda 56 % café, Malawi 61 % tabac...)

= ouverture totale des marchés / fin barrières douanières (fin des producteurs locaux)

= libéralisation de l'économie (abandon du contrôle des mouvements de capitaux, suppression du contrôle des changes)

= fiscalité de + en + inégale : - de progressivité de l'impôt et TVA généralisée

= privatisation des entreprises publiques

Le dysfonctionnement des IFI a des conséquences sociales catastrophiques, droits économiques et sociaux violés, conséquences écologiques (déforestation), droits civiques et politiques violés.

Echec du dogme libéral. Pas de contrôle démocratique. Manque de transparence.

Après guerre donc avec les accords de BW, les pays doivent respecter des parités de change, notamment pour éviter les turbulences des années 30. Les réserves des banques centrales sont en \$, garantis par étalon-or, mises sous la protection du FMI.

ACTE I - 50/70 : des prêts à gogo pas chers

Dans les années 50/60, émergence des pays du tiers monde et application du plan Marshall en Europe = beaucoup d'euro-\$ dans les années 60 dans les banques occidentales. De De + en + de \$ circulent dans le monde (monnaie de référence). Or, comme le \$ est garanti par l'étalon-or, si les demandes de conversion de \$ en or se multiplient et les coffres des USA s'assècheront. Pour l'éviter, les USA mettent en place le dogme de « Investir à l'étranger », ainsi, il n'y a pas trop de \$ aux USA et pas d'inflation.

Qu'en faire ? Les prêter aux PED (pays africains nouvellement indépendants et pays d'AL).

1971 : fin de Bretton Woods et abandon de l'étalon-or, dévaluation du \$. Choc pétrolier : les pays producteurs de pétrole ont beaucoup d'argent : les pétro\$, placés dans les banques occidentales. D'où, argent recyclé par des prêts aux PED, à taux faibles.

Tous ces prêts sont des prêts de **banques privées** (1^{er} acteur) = partie privée de la dette extérieure des PED.

1973 : crise en occident où chômage et récession s'installent. Pour écouler les marchandises, les **états occidentaux** (2^e acteur) consentent des prêts aux PED à condition qu'ils s'en servent pour acheter les produits du Nord = partie bilatérale de la dette extérieure des PED.

1968 – 1973 : **BM** (3^e acteur) octroie des prêts (pour moderniser) aux dictateurs, africain, indonésien, brésilien, argentine, chilienne, etc. (dans la lutte guerre froide contre les soviétiques) pour empêcher

les nationalistes de s'installer, les indépendances économiques de se mettre en place = partie multilatérale de la dette extérieure des PED.

Acte II - Années 80 – crise de la dette

Augmentation des taux d'intérêts US (cela attire les capitaux et relance la machine économique US), par un virage ultralibéral (Reagan) destiné à lutter contre une inflation importante aux USA et à rétablir le leadership US (après les échecs vietnamien, nicaraguayen, iranien) ⇒ l'argent revient aux USA.

Les prêts aux PED explosent avec les taux d'intérêt, variables et liés aux taux US, de 4/5 % à 16/18 % !

1980/1982 : crise au Mexique, fin des remboursements du Mexique.

Et tout cet argent dépensé par les **dictateurs locaux et autres potentats des pays du Sud** (4e acteur) avec la complicité des créanciers...

Pin, pon, pin, pon... mise en place des Plans d'Ajustement Structurel ! FMI pompier financier avec le « Consensus de Washington ».

Acte III – les PAS, les pompiers pyromanes (Damien MILLET, CADTM)

Plus personne ne veut prêter aux PED, le FMI est leur seul recours... Des sous, oui mais à condition de mener la politique décidée par les experts du FMI (abandon des subventions aux produits et services de première nécessité, austérité et réduction des dépenses sociales, ouverture des marchés, etc.)

Les PED sont sous tutelle FMI, les crises continuent, les dettes s'affolent, la spéculation fait rage, la colonisation économique est totale. Les populations sont toujours aussi pauvres, malnutries, mal soignées, peu enseignées, etc. En 1990, les pays ex-communistes deviennent le terrain de jeu des FMI / BM.

Sous la pression des militants dénonçant cette tragédie (campagne de 2000 – 2004), un rapport est commandé sur les conditions de mise en œuvre des prêts et des actions FMI / BM. Quelques réformes sont envisagées. De la façade ! Les dettes sont loin d'être éteintes, juste rendues supportables pour ne pas faire craquer le système.

Il faut dire que le système financier international pourrait bien s'écrouler (on le voit encore aujourd'hui avec LA CRISE !) ce qui fait peur aux apprentis-sorciers... Alors une initiative du G7 est mise en place pour les pays pauvres très endettés (PPTE) : « Et si on annulait leur dette ? ». L'effet est dérisoire et l'initiative encore plus scandaleuse au vu des sommes mises sur la table aujourd'hui pour les banques !

En PJ : Les chiffres de la dette (source CADTM)

Glossaire (source CADTM)

Article « *Brésil : La dette publique est toujours bien là !* » par Rodrigo Vieira de Ávila (économiste de la campagne pour l'audit citoyen de la dette Réseau Jubilé Sud Brésil)

Pour compléter votre information :

Sur la dette : voir le site CADTM, Comité d'annulation de la dette du tiers-monde – www.cadtm.org (article : « La dette du Tiers Monde » par Damien Millet)

www.dette2000.org

Sur le FMI et la BM : voir le site d'ATTAC (IFI) – www.france.attac.org

Notamment l'éditorial n° 14 de Jacques Cossart « Chiche aux mesures préconisées par le FMI »

Site OXFAM – Agir ici : www.oxfamfrance.org

Et le livre : « *60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* » par Damien Millet et Eric Toussaint